

PRESENTATION DES ENSEIGNEMENTS DE LA DEMARCHE

Christine DELACÔTE

GREF-Bretagne

Nous sommes chargées, toutes les deux, de tirer rapidement les enseignements de la démarche. Nous n'allons pas rentrer dans le fond. De toute façon, vous avez un document dans votre pochette qui vous donnera effectivement tout ce qui s'est passé depuis deux ans. C'est très riche. Il n'est donc pas question, en deux minutes, de vous restituer tout cela. Tout cela, vous l'avez par écrit. La question que nous nous sommes posée, c'est de savoir ce que nous a apporté ce long processus, qui a commencé en janvier 2016, donc depuis deux ans, pour essayer de reconstruire la plate-forme ABCIS, qui présentait un certain essoufflement. Comment avons-nous travaillé ? Il y a eu quatre grandes étapes. **La première étape était de faire un état des lieux de la situation de la plate-forme.** À savoir que ce n'était pas devenu une coquille vide, quand même. Mais cela manquait de souffle. C'est-à-dire que nous avons besoin de repenser la structure pour que les associations travaillent de façon cohérente et avec une visée politique beaucoup plus large et qui tienne compte des mutations actuelles du monde. Nous avons donc commencé par cet état des lieux et dans cet état des lieux, évidemment se retrouvaient invités tous les grands conflits qu'il y a actuellement dans ce monde, toutes les grandes crises qui viennent questionner la solidarité internationale. C'est-à-dire que nous ne pouvons pas concevoir aujourd'hui la solidarité internationale sans cette réflexion géopolitique du monde. Quand nous regardons par exemple les objectifs du développement durable, qui sont l'objectif de l'ONU pour 2030, nous voyons bien que ces objectifs ne s'adressent pas qu'aux pays du Sud, contrairement aux OMD. Les OMD, c'était uniquement les pays du Sud. Mais maintenant, les ODD concernent tous les pays de la planète. Il y a un problème de citoyenneté mondiale. Nous nous sommes donc interrogés sur cette structure, qu'il fallait repenser et adapter aux nouvelles circonstances politiques.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes aussi interrogés... chaque association a des partenariats. Avec le collège coopératif de Bretagne, nous avons fait un état des lieux, une sorte **de cartographie de tous nos partenariats** que nous avons les uns avec les autres. Cette cartographie a été très instructive.

Pour le me troisième temps, nous nous sommes **partagés en trois collectifs. Le premier collectif était consacré à la relation entre les associations de solidarité et les collectivités territoriales.** Il a réfléchi sur les relations qu'il y avait dans les différents départements.

Le deuxième collectif s'est interrogé sur le sens de la solidarité internationale, pour savoir si cela ne faisait pas plus de mal que de bien, par exemple. Nous en avons parlé ce matin. La solidarité internationale, cela a même été dit, il faut absolument abandonner cette notion parce qu'elle est connotée de charité, dont nous savons que cela ne fait pas évoluer le développement. Nous nous sommes donc interrogés sur tous ces problèmes.

Le troisième collectif a été de se pencher sur les partenariats hors champ de la solidarité internationale. Parce qu'il n'y a pas que nous qui pouvons être intéressés par la solidarité internationale. Il y a le monde de l'éducation. Je regrette par exemple que le Rectorat ne soit pas là aujourd'hui. Il y a le monde des entreprises aussi. C'est dommage que les entreprises ne soient pas là aujourd'hui. Peut-être qu'il y en a, je ne sais pas. Il faut nouer d'autres contacts que ceux traditionnels de la solidarité.

Chacun a travaillé de son côté et nous avons abouti à des actions. Le dernier temps est maintenant. Pour tenir compte de tout ce qui s'est passé depuis le début des Assises, depuis ABCIS en 2005, il faut maintenant trouver un nouveau souffle, reconstruire. D'où le **comité technique opérationnel qui va se former pour, à partir de toutes ces réflexions de ce que nous**

faisons aujourd'hui, construire quelque chose de nouveau. Quels sont les **enseignements de cette démarche** ? Le premier enseignement va être donné tout de suite.

Sylvette MILIN

pS-Eau

Rien de nouveau, mais c'est toujours bon de le rappeler. C'est à la fois la complexité de travailler tous ensemble, ou avec les autres. Mais surtout, c'est la **richesse du travail collectif**, dont la nouvelle plate-forme, le nouveau réseau doit pouvoir s'emparer. Parce qu'effectivement, dans nos différents travaux, dans nos différents collectifs, il y avait des acteurs variés de l'ensemble de la Bretagne, des quatre départements. Il y avait des associations bénévoles, des délégations régionales d'associations nationales, des techniciens de collectivités, certains élus du monde rural mais aussi de plus grandes collectivités, la Région également. Ce que nous retenons de cette complexité, de cette richesse, c'est que cela nous a permis d'**articuler les différentes échelles territoriales, à la fois locales, départementales et régionales**. Le **deuxième enseignement** de cette complexité est l'**intelligence collective**, qui nous a permis de **construire, de penser ce nouveau réseau** et de faire en sorte qu'il puisse **répondre justement aux besoins de ces différents acteurs**, de la multiplicité des acteurs, qui ont eux aussi des besoins d'appui différents.

Christine Delacôte

Je compléterais en disant que lorsque nous sommes tout seuls, nous allons plus vite, mais que lorsque nous sommes plusieurs, nous allons plus loin. **Le deuxième enseignement, c'est la vision collective que nous avons tirée de ce travail collectif, en réfléchissant à la solidarité internationale**, à l'aide publique au développement, mais aussi en partageant des expériences, les expériences que nous avons là-bas, que nous avons ici, ici pour l'éducation à la citoyenneté, là-bas, dans les projets. Cela nous a donc permis d'éclairer, et c'est un aspect positif, une **sorte de vision commune qui est basée sur des valeurs**. Nous avons donc repris les valeurs qui nous rassemblent. Aussi, nous vous avons présenté ce matin les différentes visions qui font que nous pouvons travailler ensemble. C'est le deuxième apport, cette vision collective.

Sylvette Milin

Le troisième apport, c'est évidemment, puisque nous sommes là aujourd'hui aussi pour le lancement de cette nouvelle plate-forme, **la nécessité d'une coordination régionale**, d'un nouveau réseau. Pour travailler dans les différents collectifs, les différents travaux que nous avons pu mener ces derniers mois ont permis de mettre en place un outil collaboratif, une plate-forme informatique qui s'appelle Loomio. Elle a été inégalement utilisée puisque certains sont plus familiers avec ce genre d'outils et d'autres moins. Cela s'est révélé utile, indispensable, puisque le territoire breton est relativement vaste. Se déplacer à chaque fois pour des réunions physiques, c'est compliqué. Cela a donc été utile, indispensable, mais cela nécessite quand même une équipe d'animation qui soit en charge d'animer cet outil informatique, et qui ne remplacera jamais les rencontres physiques entre acteurs. Enfin, le dernier mot, c'est que c'est aussi une **équipe d'animation, une coordination régionale pour assurer la continuité**. Puisque nous avons bien vu que les gens se mobilisent, mais pas toujours, pas tout le temps les mêmes. Pour assurer un fil rouge, nous avons donc besoin de cette coordination régionale.

Christine Delacôte

Le point suivant est le problème de la disponibilité, en temps. Parce qu'effectivement, chacun est pris dans son association. Est-ce que nous gagnons à travailler à plusieurs ? Est-ce que cela ne nous fait pas perdre trop de temps ? Est-ce que nous allons effectivement plus loin quand nous sommes plusieurs ? Par rapport à la disponibilité, nous l'avons testée en construisant des actions ensemble. Nous avons construit des actions. Les trois collectifs dont j'ai parlé tout à l'heure ont construit des actions ensemble. Nous avons constaté que lorsque l'action est nouvelle, c'est vrai que c'est chronophage. Quand c'est chronophage, ce n'est pas facile. En plus, quand on est loin, il y a bien l'outil collaboratif dont nous

avons parlé tout à l'heure. Nous pouvons l'utiliser, cela nous permet d'éviter certains déplacements. Mais ce n'est pas suffisant. Toute action nouvelle demande donc un investissement qui pose des problèmes. Mais nous pouvons constater que si c'est une action de mutualisation, nous pouvons penser qu'à ce moment-là, au contraire, nous allons gagner. Parce qu'à quoi bon refaire ce que d'autres ont déjà fait ? C'est-à-dire que **le fait de mutualiser permet en quelque sorte de gagner du temps**. Toute action où il y a mutualisation peut au contraire nous permettre d'aller plus loin. Il y a eu des exemples dans les actions justement, par exemple sur la relation avec les collectivités. Il y a eu trois actions, une à Redon, une à Saint-Brieuc, une à Rennes. À Saint-Brieuc, les collectivités étaient représentées. À Redon, je crois qu'elles n'étaient pas là. À Rennes, il y avait juste une personne. Je crois que c'était Jocelyne. Il y a eu donc cette action qui a été menée. Cela a été intéressant de voir que dans les départements, c'était un peu différent. Les questions posées étaient différentes. Mais c'était extrêmement positif. Là, c'était une sorte de mutualisation des façons de travailler.

Sylvette Milin

Le cinquième et dernier enseignement est que la mobilisation et l'effet démultiplicateur sont toujours plus forts autour d'actions réellement concrètes. La réflexion, oui, mais des actions concrètes qui peuvent être variées, cela peut être une animation ici, en Bretagne, une rencontre ou un projet concret international. C'est dans l'objectif d'agir mieux et avec le plus grand nombre, pour le développement et la communication à la fois ici et le développement dans les pays d'intervention.

Peut-être que pour illustrer l'effet démultiplicateur, je vais donner la parole à un ami dans la salle, qui va pouvoir illustrer ces actions concrètes.

Michel Lever

Bonjour. Je représente en Bretagne l'ONG Solidarités international. C'est un drôle de nom, n'est-ce pas ? Personne ne le connaît, en plus. Cela tombe bien. J'ai eu la chance et l'avantage de participer à l'un de ces collectifs dont parlait Christine, c'était le premier collectif qui était chargé de traiter la question des relations entre élus et associations de solidarité internationale. Je pars de cette expérience pour essayer d'illustrer finalement, avec cet exemple, le propos de Sylvette, dans le cadre de ce collectif, pour traiter cette question de la relation des élus et des associations, avec notamment une demande forte émanant des associations, frustrées d'une relation jugée insatisfaisante, etc. Grâce à l'existence de ce collectif et à la possibilité de se réunir et de réfléchir ensemble, nous avons imaginé... Catherine du RESIA a lancé l'idée, dans le cadre du Festival des solidarités... c'était très opportuniste. C'est un premier message que je voulais porter, que le fait simplement de se réunir et de réfléchir ensemble fait naître des initiatives. Là, nous sommes donc allés assez loin puisque nous avons réussi à boucler la boucle. Je vais essayer d'être court parce qu'il ne faut pas que je sois trop bavard. Nous avons bouclé la boucle dans la mesure où nous avons réussi à traiter cette question qui nous était posée, grâce à cette proposition de Catherine, d'organiser une table ronde de façon très opportuniste dans le cadre d'un forum des associations sur Saint-Brieuc. Nous avons pu inviter les élus et débattre de la question de la relation entre élus et associations. Là, nous nous sommes dit ensemble qu'il serait opportun de la reproduire, cette expérience, sur plusieurs sites. À ce moment-là, nous aurions une contribution beaucoup plus riche et plus représentative également des attentes des associations et des élus sur chaque territoire. Nous avons donc lancé cette démarche également sur Redon. Au départ, nous visions Lorient. Cela n'a pas fonctionné. Nous sommes donc arrivés sur Redon. J'ai voulu la lancer sur Rennes et sur Brest en me disant que si les deux grandes métropoles étaient absentes de la réflexion, nous raterions quelque chose. À Brest, cela n'a pas marché. Mais ce n'est que partie remise. L'intérêt de Brest métropole est réel, donc nous le ferons. Simplement, le calendrier ne permettait pas de le faire. Sur Rennes, nous avons réussi à le faire en janvier finalement. Avec cette table ronde, nous n'avons peut-être pas réussi à organiser tout ce que nous espérions. Mais sur Saint-Brieuc comme sur Rennes, grâce à la présence sur Rennes de Jocelyne Bougeard, nous avons réussi à débattre. Nous ne sommes pas forcément allés au bout de la question qui était posée. Mais en tout cas, comme sur Saint-Brieuc, nous avons pu identifier quelques problématiques qui relèvent réellement des sujets qui nous préoccupent tous. Nous avons pu les porter en contribution au déroulement des Assises. Je vais juste donner un exemple de chaque table ronde,

pour montrer les thématiques qui ont été identifiées et qui ont été complètement embarquées dans la réflexion de la future plate-forme. Typiquement, sur Saint-Brieuc, l'idée est née de tirer parti de la refonte des responsabilités et des compétences des collectivités territoriales, pour investiguer le champ de l'intercommunalité, avec notre ambition de la solidarité internationale, et utiliser la force de la région pour investir ce champ. Cette proposition est donc remontée, a été compilée dans les ateliers hier. Elle apparaît parmi la liste des actions à mener. Sur Rennes, un autre exemple : il y a une vraie douleur manifestement dans la relation entre les élus et les associations, qui est la question de la conduite et l'évaluation des projets. C'est un sujet de frustration pour les élus, qui bien souvent n'ont pas forcément en face d'eux, pour chaque projet, le niveau de qualité ou de compétences attendu pour discuter réellement évaluation et mener des actions de qualité. À l'inverse, du côté des associations, il y a une vraie douleur dans la mesure où ce sujet est un sujet d'échec et de souffrance, de temps, de méthodes, etc. Nous avons donc pris la décision, et cette action a également été reprise par les ateliers hier, de travailler cette question de l'évaluation de projets et de former les acteurs associatifs à cette méthode de travail commune. J'ai cherché à être concret. J'ai été un peu long, mais l'idée était de montrer que de l'effort et de la rencontre naissent les idées, l'innovation et surtout la réalisation d'actions concrètes.

[Applaudissements]

Renaud Layadi-Région Bretagne

Merci. Bravo. Nous allons passer la vidéo maintenant.

[Diffusion d'une vidéo]

Nous terminons cette restitution à 14 heures 45, comme prévu. Maintenant, nous allons entendre Yannick Lechevallier, de l'agence du Monde commun, sur les enjeux de la solidarité internationale. Nous avons eu des séances de travail vigoureuses, réactives ce matin. Je pense donc qu'il y a une carte blanche pour aller au fond des enjeux.